



Tourisme alternatif et développement local : Emergence de nouvelles dynamiques territoriales

Alternative tourism and local development: Emergence of new territorial dynamics

Pr. Najem DHAHER

Laboratoire de recherche « Gouvernance, Ambiances et Développement des villes » GADEV

Ecole Nationale d'Architecture et d'urbanisme de Tunis

Université de Carthage

najem.dhaher@enau.ucar.tn

Résumé

Longtemps ignorée, les ressources naturelles et culturelles sont devenues des préoccupations majeures des acteurs aussi bien publics que privés. Aujourd'hui, alors que ces ressources paraissent comme les seuls espoirs de sortie de crise pour certains lieux défavorisés et enclavés, la réflexion sur leur exploitation comme outils de développement est devenue un enjeu économique.

L'intérêt croissant que portent différents acteurs aussi bien urbains que ruraux pour un développement axé sur les aménités environnementales et les sites historiques oubliés témoigne du nouveau potentiel de croissance qu'un autre tourisme peut apporter au développement local.

En effet, après l'échec du modèle balnéaire et face à un processus de mise en tourisme qui est en train de conduire à une marchandisation des territoires, les acteurs publics et privés en Tunisie s'orientent timidement vers un tourisme alternatif. Dans le sillage de cette tendance, de nouvelles pratiques citoyennes émergent ainsi qu'une prise d'initiatives par certaines associations pour concevoir et réaliser des actions concrètes qui essaient de réconcilier tourisme et développement durable et d'inventer un « autre tourisme ».

Mots clés : Acteur, territoire, développement local, tourisme alternatif, environnement.

Abstract

Long ignored, natural and cultural resources have become major concerns for both public and private actors. Today, while these resources seem to be the only hope for a way out of the crisis for certain disadvantaged and landlocked areas, thinking about their exploitation as development tools has become an economic issue.

The growing interest of different urban and rural actors in development that focuses on environmental amenities and forgotten historic sites is a testament to the new growth potential that other tourism can represent for local development.

Indeed, after the failure of the seaside model and facing a process of tourism that is leading to the commodification of territories, public and private actors are timidly moving towards alternative tourism and new citizen practices are emerging as well as initiatives by some associations to design and to carry out concrete actions that try to reconcile tourism and sustainable development and to invent an «other tourism».

Keywords: Actor, territory, local development, alternative tourism, environment.



Introduction

Pendant longtemps, l'espace local a été considéré comme un lieu d'application des décisions et des politiques nationales : implantation d'infrastructures de transports, d'équipements touristiques, industriels, universitaires, etc. Dans beaucoup de pays en voie de développement, l'Etat en tant que pilote du développement est chargé, à travers les plans de développement, de conduire les dynamiques sociales et économiques en vue d'une amélioration des conditions de vie des habitants. Du point de vue des grands équipements, le territoire local était rarement considéré comme un support de leur activité, en tant que composant de leur stratégie d'implantation.

Aujourd'hui, le développement des territoires et des individus dans leur environnement se trouve au cœur des recherches sur l'organisation spatiale des activités comme les initiatives des acteurs territoriales et des services déconcentrés de l'Etat. Depuis quelques années, tout concourt à montrer qu'on est en train de passer d'une lecture d'un espace local « passif », dépendant uniquement du bon vouloir des décisions centrales, à un espace local perçu comme pouvant être « générateur de sa propre dynamique de développement en puisant dans ses ressources locales et ses capacités d'initiatives et d'organisation » (Husson, 2001). Ces évolutions profondes nous appellent à un renouvellement des connaissances sur les moteurs et les acteurs du développement territorial dans un contexte politique caractérisé par la décentralisation, la municipalisation des territoires et par l'implication des citoyens dans la prise de décision.

Aujourd'hui, tous les pays en développement fixent comme priorité l'objectif d'atteindre un développement local articulé autour des stratégies territoriales et des politiques de décentralisation (Dhafer, 2010).

Le développement local, selon Greffe est un processus de diversification et d'enrichissement des activités sur un territoire d'échelle locale à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources matérielles et immatérielles (Greffe, 2002). Les politiques centralisées qui concentrent tous les pouvoirs économiques ne permettent plus de garantir la cohérence pour réussir les processus de développement notamment dans les pays en voie de développement.

Aujourd'hui et à mesure que la recherche de ressources économiques nouvelles de développement grandit, l'intérêt économique des aménités naturelles et culturelles grandit de plus en plus et particulièrement dans les pays à faibles ressources minières. Par ailleurs, alors que le développement du tourisme prend des dimensions importantes, une réflexion sur la valorisation de l'environnement et de la préservation des sites historiques s'avère d'actualité voire nécessaire. La recherche de la qualité dans la mise en valeur des sites historiques oubliés et inconnus est devenue primordiale. En Tunisie, l'investissement public et privé dans l'environnement naturel et culturel pour des projets touristiques est encore très faible. Toutefois, l'échec du tourisme de masse a provoqué un effort réflexif autour de la notion de tourisme alternatif en vue de systématiser l'offre touristique et promouvoir un développement local durable.

Le tourisme alternatif comme acteur émergent du développement local

Le tourisme est depuis longtemps promu comme un levier de développement notamment dans les pays du Sud à faibles ressources minières et riches en ressources naturelles et culturelles où il est considéré comme un moyen important de lutter contre la pauvreté. Depuis quelques années, et après l'échec du tourisme balnéaire, les acteurs politiques et économiques commencent à penser le tourisme de manière participative à l'échelle locale et à partir des valeurs et des identités des communautés d'accueil.

La recherche d'un développement local prôné par les pouvoirs publics implique, en plus de l'Etat qui est le principal agent de développement dans la recherche, d'autres acteurs tels que



les équipements structurants, le patrimoine, les administrations déconcentrées, le tourisme et même les initiatives citoyennes ou autres. Le rôle de ces nouveaux acteurs consiste à élaborer, à mettre en œuvre et à faire fonctionner des mécanismes afin d'insérer la localité dans les orientations du développement et de l'aménagement du territoire. Le tourisme alternatif est ainsi né pour répondre aux dérives et aux limites du tourisme de masse et à son déclin tel qu'il s'est illustré dans les dernières décennies en Tunisie et dans beaucoup de pays touristiques. Aujourd'hui, de nombreuses organisations sont nées avec l'ambition de proposer un autre tourisme alternatif et de nouvelles offres touristiques plus soucieuses de l'homme et de l'environnement.

Notre approche en termes de développement local nous conduit dans cet article à considérer que le tourisme alternatif, qui découle certes de la valeur et des ressources naturelles et culturelles des activités relève aussi des institutions décentralisées et peut être lié à de petites initiatives localisées et à la mobilisation de la population locale autour de projets utilisant des ressources locales matérielles ou immatérielles.

Notre travail d'observation dans certaines petites et moyennes villes montre que les politiques menées dans plusieurs pays du Sud ont produit des territoires marginalisés, enclavés, à l'écart de la croissance, abandonnés par les stratégies nationales d'aménagement du territoire. Les rares initiatives de développement sont devenues souvent citoyennes. C'est ainsi que se définit une des idées majeures du développement local, celle du développement « ascendant », du développement « endogène », pour reprendre les termes de Lebret (Lebret, 1953), l'un des premiers penseurs du développement local¹.

Aujourd'hui, de nouveaux acteurs, à l'image de certaines formes de tourisme alternatif qui s'affirment de plus en plus dans certaines petites et moyennes villes en Tunisie montrent des signes d'émancipation de leur domaine d'action traditionnel et se présentent comme des acteurs qui sont capables de porter des projets territoriaux d'envergure (Dhaher, 2015).



Figure (01) : Hébergement touristique à Ksar Ezzit près de la petite ville agricole d'El Fahs

Source : New Look Travel

Quel tourisme alternatif² pour quel développement ?

Le tourisme alternatif se présente ici comme un tourisme qui tente de trouver d'autres formes différentes du tourisme de masse. Considéré comme élément dynamiseur de la requalification

¹ Dès 1952, le Père Lebret écrivait : « L'aménagement suppose un double mouvement : de bas en haut pour que s'expriment correctement les besoins et possibilités tant matérielles que spirituelles d'y répondre; de haut en bas, pour qu'une coordination réalise l'unité. La tension base-sommet, dans un échange incessant de propositions et dans le jeu des heurts, devenant dramatique si les institutions sont défaillantes, arbitrées tantôt par la politique tantôt par la vie, est nécessaire si l'on veut mener à bien la colossale entreprise ».

² Le tourisme alternatif désigne ici toutes les formes de tourisme offrant une alternative au tourisme de masse.



locale notamment de certaines zones reculées, le tourisme alternatif peut être voué à un autre avenir qui l'impliquerait dans la valorisation et le développement de son environnement. Cet environnement qui constitue pour ce tourisme une ressource essentielle et une substance de régénération contribuant à l'amélioration de la qualité de la vie urbaine.

Nous voudrions montrer comment la considération du tourisme alternatif comme moteur de développement est fondamentale également à la sauvegarde des aménités environnementales et culturelles méconnues, permettant par conséquent d'éviter l'épuisement des ressources et des territoires potentiellement utilisables. En effet, si les interventions sont encore parfois menées de façon fragmentée, ignorant ces ressources, une conception plus globale de l'aménagement du territoire doit émerger pour donner au tourisme alternatif la place qu'il mérite dans le développement notamment des zones en difficulté.

Tourisme alternatif et territoire : la construction d'une dynamique de développement

Le tourisme alternatif qu'il soit solidaire, écologique, archéologique, pédestre, etc. est un sujet récurrent qui est revenu ces derniers temps depuis que le tourisme en masse est en déclin. Aborder ce type de tourisme avec les instruments que nous offrait la grille de lecture et d'observation en termes de ressources territoriale localisée, débouche sur une réflexion croisée entre les concepts de territoire et de tourisme. La méconnaissance des aménités naturelles et culturelles dans plusieurs régions tunisiennes enclavées¹ a prévalu pendant longtemps ce qui a limité les possibilités de leur exploitation et de mettre en valeur l'ensemble des spécificités qui fondent ces territoires.

Ce tourisme local encore embryonnaire en Tunisie se veut solidaire et participatif profitant aux populations défavorisées souffre encore d'une méconnaissance et d'une marginalisation comme on peut la remarquer dans le manque de circuits culturels (notamment au Nord-Ouest) et des infrastructures routières et de transport. Les sites de Dougga, Le Kef, La table de Jugurtha, les circuits numides, Chemtou, etc. manquent encore de réseaux pour commercialiser les nombreux produits touristiques locaux².

Aujourd'hui, certains responsables locaux ont beaucoup à gagner s'ils seront acquis à la cause d'un tourisme alternatif.

Richesses naturelles, cités historiques, traditions culturelles, métiers d'arts, etc. constituent autant de cibles d'intérêt qu'il est nécessaire de mettre en lien pour concevoir une nouvelle politique touristique locale. Devant l'absence d'une stratégie de développement qui donne aux potentialités naturelles et patrimoniales une place de choix dans les politiques d'aménagement du territoire, plusieurs sites restent marginalisés et inconnus comme à titre d'exemple les vestiges arabo-islamiques de Testour (Béja) ou l'arc de triomphe d'Assuras-Zenfour (Kef).

¹ La Tunisie compte vingt cinq mille sites archéologiques et historiques non aménagés, donc difficilement accessibles (INP, 2014).

² Les textes législatifs manquent pour monter des projets de tourisme alternatif



Figure (02) : Le paysage andalou dans la ville de Testour

Source : Testour Blogger

En Tunisie, le tourisme alternatif est encore hésitant malgré ses multiples avantages. C'est un tourisme qui préserve tous les éléments qui forment l'identité d'une société tel que le patrimoine immatériel et particulièrement l'artisanat qui a atteint un niveau appréciable¹ mais qui souffre du problème de commercialisation.

Les promoteurs de l'écotourisme pensent que ce dernier peut apporter des solutions pour venir en aide à plusieurs artisans et artisanes notamment ruraux pour la commercialisation de leurs produits.

D'autre part, plusieurs projets touristiques ont été construits, dans une approche de durabilité, en harmonie avec l'environnement avec une importante considération à la vie locale en utilisant des matériaux locaux et en préservant les caractéristiques du milieu naturel comme c'est le cas à Nefta.



Figure (03) : L'oasis de Nefta

Source : fotocommunity

Les villes sahariennes de Tozeur et Nefta avec leurs centres historiques empreints d'une forte tradition culturelle sont aussi définies par leur situation entre deux grandes entités paysagères: l'oasis et l'espace désertique. Cela a constitué, pour les entités qui ont conservé remarquablement leur trame urbaine intra-muros mais également pour leurs oasis

¹ La poterie ancestrale de Sejnane a été reconnue par l'Unesco en 2018.



traditionnelles, un atout pour le développement du projet de leur valorisation et la création de nouveaux produits touristiques susceptibles de contribuer à la compétitivité de ces territoires plutôt marginalisés.

Les festivals culturels dans ces deux villes offrent à leur tour un champ d'observation très propice à l'étude des processus de sauvegarde et de construction de la valeur patrimoniale immatérielle des populations du désert tunisien, surtout du point de vue communautaire. Ces manifestations qui se déroulent chaque année au démarrage de la saison touristique d'hiver présentent de divers tableaux de la vie des populations sahariennes, des savoir-faire artisanaux et artistiques qui attirent surtout des touristes maghrébins et européens. Ces expressions culturelles semblent jouer un rôle de plus en plus important non seulement dans la sauvegarde des traditions culturelles sahariennes mais aussi dans l'économie locale qui mise sur son patrimoine immatériel à travers l'implication de la population détentrice de ce dernier. Souvent, pendant ces festivals, l'afflux de visiteurs dépasse la capacité d'accueil des hôtels et des maisons d'hôte (Dhaher, 2017). Cette dynamique encourage parfois certaines familles de la région à prêter leurs maisons et locaux aux visiteurs d'après un commerçant de Tozeur (*Babnet Tunisie*).

D'autres sites peuvent représenter des exemples types de production d'un tourisme alternatif de qualité comme le cas des îles de Kerkenah où des projets de développement éco touristique sont en plein essor ce qui pourra constituer une opportunité pour l'économie locale. Dans le village de Béni Mtir au Nord-Ouest de la Tunisie, l'établissement touristique Green Hill qui a été installé se distingue par une architecture bioclimatique, des éléments géothermiques et une énergie solaire.

Plusieurs initiatives montrent l'importance du tourisme alternatif dans le développement local. Ce tourisme a beaucoup à gagner davantage en s'articulant sur trois composantes : l'innovation, l'investissement et la promotion pour relever les défis et assurer un développement et une gestion durables du tourisme dans l'intérêt de la population locale. A Béni Mtir, la population locale ne bénéficie pas encore des retombées de cette installation touristique sur leur vie quotidienne.

La population, bien qu'encore très mal impliquée, est de plus en plus sensible aux valeurs culturelles et environnementales et à leur valorisation comme le montrent certaines actions de réhabilitation du patrimoine qui ne sont pas encore acceptées par les citoyens ce qui nécessite une prise en compte de l'identité culturelle et des besoins des habitants et mettre en œuvre des dispositifs sociaux d'accompagnement. C'est là, à notre sens, l'objectif primordial d'un tourisme participatif. Selon Gilles Gaire, « la participation citoyenne favorise une dynamique de responsabilité, de socialisation des individus et de « solidarisation » de la société, permettant d'éviter les dysfonctionnements sociaux du tourisme conventionnel » (Gaire, 2007). Car, les modalités du développement durable de certains espaces uniques et fragiles, nécessitent surtout l'amélioration des conditions de vie de la population locale. Cette population qui doit être une actrice réelle de son développement et tirer les bénéfices de l'activité touristique.

Dans d'autres milieux, « Le développement du tourisme saharien ou agricole durable doit s'inscrire dans une dynamique qui articule des modes de production et de consommation responsables, tout en offrant aux populations qui vivent, travaillent ou séjournent sur ces espaces des avantages socio-économiques équitablement répartis »¹.

Définition adoptée par le Comité Français du Groupe de travail International sur le Tourisme Durable, le 4 juillet 2006.¹



Occupés par une population locale en difficulté économique, le développement dans des espaces sahariens ou montagnards contraignants et précaires représente aujourd'hui une problématique à part entière. En effet, malgré un potentiel en termes d'aménités naturelles et culturelles, l'environnement humain dans ces espaces et notamment les écosystèmes oasiens sont menacés par un ensemble de facteurs liés à la modernisation, à la modification des pratiques de gestion traditionnelles et essentiellement à une urbanisation croissante et souvent incontrôlée. Toutefois, l'adoption des valeurs du tourisme durable ne doit-elle pas à la fois réduire les disparités sociales et privilégier une répartition spatiale équitable notamment dans un pays en voie de développement comme la Tunisie ? Les initiatives en matière de tourisme responsable, solidaire, durable ou éthique conformément à la Charte du tourisme durable (Conférence mondiale du Tourisme durable, à Lanzarote, Iles Canaries, Espagne, les 27 et 28 avril 1995), veulent le croire, en transformant le loisir en un échange équitable et un instrument d'écodéveloppement. Mais la situation en Tunisie reste mitigée et hésitante malgré quelques initiatives citoyennes¹ qui croient encore en un tourisme durable permettant le développement et respectant aussi bien les communautés autochtones que leurs patrimoines naturels et culturels (Dhafer, 2017).

Un changement des pratiques touristiques est possible en jouant autrement sur l'identité territoriale et culturelle, sur les savoir-faire et les savoir-être, sur l'habitat traditionnel, sur les traditions alimentaires et d'hospitalité ce qui peut contribuer aussi à localiser les bénéfices et sédentariser les populations rurales.

Toutefois, les dynamiques territoriales locales qui essayent de promouvoir une activité touristique appropriée respectueuse de l'écosystème et génératrice de revenus localisés rencontrent plusieurs défis qui ne permettent pas de produire une valeur ajoutée économique.

L'absence d'une législation appropriée et d'une stratégie politique sont en mesure d'affecter certaines initiatives développées au nom du tourisme durable et alternatif et produire des dérives diverses touchant la durabilité des écosystèmes et le rapport entre visiteurs et visités qui reste inégal.

Bibliographie

- Caire G, (2007)., « Tourisme solidaire, capacités et développement socialement durable », *Marché et organisations* N° 3, pp. 89-115.
- Cuvelier P, (1994)., Torres E et Gadrey J., Patrimoine, modèles de tourisme et développement local, L'harmattan, Paris.
- Dhafer N, (2012)., « Le festival de Douz en Tunisie au secours d'un patrimoine immatériel saharien menacé ». Antoine Gauthier (dir). *Les mesures de soutien au patrimoine immatériel*. Conseil québécois du patrimoine vivant, Québec 2012, pp 244- 253.
- Dhafer N, (2012)., « Actions publiques et recompositions territoriales dans les petites villes du Sud-Ouest Tunisien », article retenu pour publication dans la revue *Espace Géographique*.
- Dhafer N, (2012)., « Espaces traditionnels et fonctions contemporaines : le cas des quartiers historiques de la ville de Tozeur en Tunisie ». Etienne Berthold (dir)., *Les quartiers historiques : pressions, enjeux, actions*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012. Collection « Géographie ». pp 149-168.
- Dhafer N, (2017)., « Le tourisme saharien Tunisien au défi d'un développement durable », *ARBOR Ciencia, Pensamiento y Cultura* Vol. 193-785.

¹Plusieurs sites de tourisme alternatif peinent encore à obtenir une reconnaissance de l'Office nationale du tourisme (ONTT).



- Dhaher N, (2015)., « L'université en Tunisie, un nouvel enjeu pour le développement des territoires urbains », *Les annales de la recherche urbaine* n° 109.11 pages
- Gravari-Barbas M, et Violier P, (1999)., « Politiques de patrimoine et de tourisme culturel à Bourges. Tendances globales et acteurs locaux ». In P. Violier, (dir.), *L'espace local et les acteurs du tourisme*. Rennes : PUR.
- Gravari-Barbas M., Guichard-Anguis S., (éd.) (2003), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXIe siècle*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 952 p.
- Grefte X, (2000), « Le patrimoine comme ressource pour la ville ». *Les Annales de la recherche urbaine*, n°86, pp. 29-38.
- Grefte X, (2002), *Le développement local*, Editions de l'Aube - DATAR, La Tour d'Aigues, 199 p.
- Husson B, (2001), « le développement local », CIEDEL, *Revue Agridoc* n°1.
- Lebret L-J, (1953), « L'aménagement, problème économique, problème humain », dans *Économie et Humanisme*, n°79, mai -juin, pp.3-7.
- Veschambre V, (2007), « Le processus de patrimonialisation : revalorisation, appropriation et marquage de l'espace ». *Café Géo* [en ligne], n°1180.